

1. Évolution épidémiologique

Au 19 mai à 9 heures du matin, 772 552 tests ont été effectués, dont 89 784 le 18 mai. 248.818 personnes ont été testées positives.

Au 18 mai à 17 heures, 35 341 personnes sont décédées parmi les personnes testées positives pour le coronavirus au Royaume-Uni.

2. Mesures nouvelles de soutien économique

/

3. Impact économique et financier

Tableau du recours aux mesures de soutien du gouvernement britannique :

Universal Credit (allocations sociales)	+ 1,8 M d'inscriptions au <i>Universal Credit</i> du 16 mars au 28 avril, pour plus de 2 M d'individus
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	8 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 19 mai pour un coût de 11,1 Md£. Plus de 800k entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	2M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 6,1 Md£
CCFF	18,8 Md£ accordés à 55 entreprises au 19 mai
CBILS	7,25 Md£ accordés à 40 564 entreprises au 19 mai
CLBILS	0,59 Md£ accordés via 86 prêts
Bounce Back Loans	40 564 prêts accordés au 19 mai pour un montant total de 7,25 Md£
Subventions	7,6 Md£ déboursés sur 12,3 Md£ annoncé. 345 000 des 960 000 entreprises éligibles sont encore en attente des subventions.

L'inflation a chuté à 0,8 % en avril, son plus bas depuis août 2016, contre 1,5 % en mars . L'inflation sous-jacente a également diminué, à 1,4 % contre 1,6 % en mars. La baisse des prix de l'énergie (essence, électricité, et gaz naturel), à - 9,3 %, a été le principal contributeur à la chute de l'inflation. Les prix vestimentaires ont également subi une forte baisse, passant de - 1,2 % en mars à - 2,9 % en avril, le Covid-19 ayant fait pression sur les magasins pour vendre leur stock. Les prix du secteur des services ont également souffert, l'inflation du secteur s'établissant à 2,0 % (contre 2,5 % en mars), son plus bas depuis 2015. En revanche, les prix des biens de loisirs (jeux vidéo, jeux de

construction, loisirs manuels ...) ont augmenté en avril, en raison d'une demande stimulée par le confinement. L'*Office for National Statistics* a cependant averti que les mesures d'avril étaient moins précises que d'habitude, 22 % des données étant manquantes en raison des mesures de distanciation sociale et de la fermeture des magasins instaurées en réponse au Covid-19.

Le gouvernement a vendu pour la première fois des obligations à rendement négatif. Le Royaume-Uni a vendu 3,2 Md£ de *gilts* à 3 ans à un taux d'intérêt de - 0,003 % le 20 mai. Cela signifie que les investisseurs ont payé pour prêter au gouvernement britannique. La vente aux enchères a été sursoucrée 2,15 fois, reflétant l'appétit des investisseurs pour la dette britannique. Elle intervient alors que l'inflation est tombée à son plus bas depuis 3 ans (à 0,8 % en avril) et que le débat sur la mise en place de taux négatif par la Banque d'Angleterre (BoE) grandit. Les investisseurs s'attendent à ce que la BoE élargisse son programme d'achats d'actifs lors de sa réunion de juin (de 100 Md£ selon JPMorgan), ce qui renforcerait l'attractivité des obligations britanniques et un niveau bas de rendement.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Les règles de l'UE relatives aux aides d'État empêchent de nombreuses entreprises britanniques de bénéficier des prêts garantis par l'État – Pour être éligibles, les entreprises doivent avoir présenté un profil financier satisfaisant avant la fin de l'année 2019. Or, de nombreuses entreprises britanniques rachetées par des fonds de capital-investissement présentent, de par leurs ratios pertes/capital ou de leurs niveaux de dettes élevés, des profils les empêchant de bénéficier des prêts garantis par l'État. En effet, un avantage fiscal au RU incite les fonds à prêter de la dette aux entreprises qu'elles rachètent (« *shareholder loan note* ») plutôt que d'y injecter directement du capital ; les intérêts découlant de ces dettes dégradent dans le contexte actuel le profil de crédit des entreprises. Les associations BVCA (British Private Equity and Venture Capital Association), Invest Europe et Institute of Directors ont récemment appelé à un nouvel assouplissement du « Régime cadre temporaire » des règles d'État de l'UE afin de permettre à ces entreprises d'accéder aux prêts garantis par l'État.